

**SALARIÉ·ES, PAYSAN·NES, NOUS VOULONS
VIVRE DIGNEMENT DE NOTRE TRAVAIL**

CONVERGEONS

La crise actuelle dans le monde agricole révèle l'impasse du mode de production capitaliste qui broie les humain-es et détruit notre environnement. Le modèle de développement ultra-libéral centré sur l'industrie agro-alimentaire et la grande distribution dégagent de grosses marges, accentuent l'inflation et écrasent les agricultrices et agriculteurs, captifs et captives de ce système concurrentiel, qui doivent produire toujours plus pour survivre.

Ces questions nous concernent toutes et tous : la production de nourriture et de produits alimentaires est essentielle à nos vies ! Dans cette mobilisation, Solidaires est aux côtés de la Confédération paysanne.

Ne nous trompons pas de cibles : ce ne sont pas les salarié-es des banques, de la sécurité sociale agricole, des préfectures ou des finances publiques qui sont responsables de la situation des paysan·nes. Ce ne sont pas les « normes » nécessaires – et encore insuffisantes – pour les droits des salarié-es, la santé, les conditions de travail ou l'environnement qui doivent diminuer. Les réponses prévues du gouvernement, main dans la main avec la FNSEA, ne font globalement que renforcer la fuite en avant productiviste comme extractiviste avec les mégabassines, loin des préoccupations sociales et écologistes.

L'urgence, c'est le partage des richesses produites et de pouvoir vivre dignement de son travail. Pendant que les actionnaires du CAC 40 se partagent presque 100 milliards d'euros de dividendes, que le nombre de millionnaires croît et que la richesse des milliardaires explose, de plus en plus de travailleuses et travailleurs se retrouvent dans une situation précaire, face à l'inflation. Nous rappelons également que les femmes ont toujours, en moyenne, des salaires inférieurs de 20 % à ceux des hommes.

Les paysan·nes ne sont pas les seul·es à se mobiliser sur la question des rémunérations : lundi 29 janvier les agent·es des finances publiques sont appelé·es à la grève, tout comme dans l'énergie le mardi 30. La grève dans l'éducation nationale le 1er février est axée notamment sur la question des salaires. Dans le rail, le 6 février marque le début d'une grève reconductible dans les technicentres sur ce sujet.

La crise sociale est réelle et profonde. L'Union syndicale Solidaires appelle, partout où c'est possible à échanger, se regrouper, converger, en restant claires sur nos valeurs : l'extrême droite est l'ennemie des travailleuses et des travailleurs.

Créons les conditions d'un grand «toutes et tous ensemble» pour construire, par nos mobilisations, le rapport de force nécessaire pour imposer des hausses de salaires, pensions de retraites, minima sociaux et assurer un revenu agricole supérieur aux coûts de production. Nous n'aurons que ce que nous irons chercher ensemble.